

MINUSMA **HEBDO**

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 39 • Septembre 2015



L'ONU RAPPELLE AUX SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX QU'ILS DOIVENT RENONCER À LA **VIOLENCE**

DISSÉMINATION DE L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA
RÉCONCILIATION : LES LEADERS COMMUNAUTAIRES
INVITÉS À JOUER LEUR PARTITION

DDR : REPRISE DE LA RECONNAISSANCE DES SITES DE
CANTONNEMENT

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX

MINUSMAHEBDO

39

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO



3 PRÉSENTATION DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU MALI MR. MONGI HAMDİ AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

4 L'ONU RAPPELLE AUX SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX QU'ILS DOIVENT RENONCER À LA VIOLENCE

5 RÉUNION MINISTÉRIELLE CONSULTATIVE SUR LE PROCESSUS DE PAIX MALIEN EN MARGE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

7 MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA NON-VIOLENCE

8 LA MINUSMA RÉHABILITE LES LOCAUX DE LA COMPAGNIE TERRITORIALE DE LA GENDARMERIE DE BANDIAGARA

9 GAO : « LE RETOUR À L'ÉCOLE EST LE CHEMIN VERS L'ESPOIR »

10 DISSÉMINATION DE L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION : LES LEADERS COMMUNAUTAIRES INVITÉS À JOUER LEUR PARTITION

11 L'ÉCOLE FONDAMENTALE DU CAMP MILITAIRE FIRHOUN RÉHABILITÉE GRÂCE À LA MINUSMA

12 « THÉ DANS LE GRIN », UNE PLATEFORME RÉGULIÈRE D'ÉCHANGES AVEC LA MINUSMA

14 GAO - LE COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUSMA PATROUILLE SUR LE FLEUVE NIGER

15 SOUTIEN DE LA MINUSMA AUX EAUX ET FORÊTS POUR RÉDUIRE INSÉCURITÉ ET BRACONNAGE DES ÉLÉPHANTS DU GOURMA

16 PRIORITÉS DE LA STABILISATION DE LA RÉGION DE TOMBOUCTOU : LE PNUD ET LA MINUSMA FACILITENT LE DIALOGUE

17 PARTENARIAT NATIONS UNIES/UNION EUROPÉENNE DES GARDES NATIONAUX FORMÉS À LA PROTECTION DES HAUTES PERSONNALITÉS

19 LA MINUSMA SÉCURISE LA FOIRE HEBDOMADAIRE DE BANDIAGARA

21 TOMBOUCTOU : UNE PATROUILLE COORDONNÉE GENDARMERIE MALIENNE-MINUSMA POUR SÉCURISER LA FOIRE DE HONDOUBOMO KOINA KOINA

23 DÉSARMEMENT, DÉMOBILISATION ET RÉINSERTION DDR : REPRISE DE LA RECONNAISSANCE DES SITES DE CANTONNEMENT

24 L'ACTUALITÉ DE LA MINUSMA EN BREF

25 COMMUNIQUÉS

PRÉSENTATION DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU MALI MR. MONGI HAMDİ AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

ALLOCUTION DE M MONGI HAMDİ, REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU MALI, CHEF DE LA MINUSMA

Monsieur le Président,

C'est un honneur pour moi de m'adresser au Conseil de sécurité pour présenter le dernier rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali.

Aujourd'hui je voudrais vous donner un aperçu sur l'évolution de la situation politique, sécuritaire et humanitaire ainsi qu'un résumé des actions et efforts en cours en vue de mettre en œuvre l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

Monsieur le Président,

La signature de l'Accord par la Coordination des Mouvements de l'Azawad, CMA, dont j'avais rendu compte lors de mon dernier briefing, a marqué le début de la phase de mise en œuvre de l'accord de paix. Immédiatement après le 20 Juin, l'Algérie, en tant que Chef de file de

la Médiation internationale, a officiellement lancé le Comité de Suivi de l'Accord ou CSA. Depuis lors, le CSA a tenu cinq séances et a établi ses règles de procédure. Lors de sa troisième réunion, le CSA a mis en place ses quatre sous-comités. À sa quatrième session, le Gouvernement malien a présenté un plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord de paix, comportant un plan d'urgence pour la période intérimaire.

A cet égard, la MINUSMA est en train d'élaborer un plan de reconfiguration en ligne avec le mandat confié par le Conseil destiné à soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix. En outre, cette structure établie dans le cadre des ressources existantes, fournira un appui technique, administratif et logistique au CSA et à ses sous-comités. Ces efforts seront menés en étroite coordination et en synergie avec toutes les composantes de la Mission et du système des Nations unies.

Monsieur le Président,

Lors de mon dernier briefing, je notais que le chemin vers la paix et la mise en œuvre de l'accord serait jonché d'obstacles. En effet, il l'est. Les difficultés rencontrées ont été plus importantes et ont surgies plus tôt que prévu.

Le calendrier de mise en œuvre a subi de graves revers pendant les trois mois suivants le parachèvement de la signature de l'accord de paix du 20 juin. Ceux-ci ont été principalement provoqués par de fréquentes violations du cessez-le-feu, dans un contexte caractérisé par les actions des groupes terroristes et des activités liés au trafic transnational illicite.

Les violations du cessez-le-feu ont limité les progrès dans la mise en œuvre de l'accord. Du temps précieux a été perdu, comme évoqué lors de la réunion ministérielle du premier octobre sur le processus de paix malien, tenue en marge de l'Assemblée générale.

La prise de contrôle de la Plateforme d'Anefis le 17 août a constitué une violation de l'accord de paix et conduit la CMA à suspendre sa participation au sein du Comité de suivi. Tout progrès sur des questions cruciales, notamment relatives au cantonnement a été arrêté.

Alors que la Plateforme était présente dans Anefis, la CMA a étendu sa présence dans des zones de la région de Tombouctou, également en violation de l'accord. Après le retrait de la Plateforme d'Anefis à mi-septembre, ses forces ont pris des positions plus au nord. Ces mouvements ont accru les tensions avec la CMA et abouti à des affrontements dans les environs de In Khalil.

Je vous remercie, Monsieur le Président.



L'ONU RAPPELLE AUX SIGNATAIRES DE L'ACCORD DE PAIX QU'ILS DOIVENT RENONCER À LA VIOLENCE



A l'occasion d'une réunion ministérielle consultative sur le processus de paix malien en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a rappelé jeudi aux parties signataires de l'accord de paix qu'elles devaient renoncer à la violence.

« Cet accord est l'aboutissement d'un long processus », a dit M. Eliasson dans un discours lors de cette réunion, en présence notamment des Ministres des affaires étrangères du Mali et de l'Algérie. « Le Mali a enregistré des progrès considérables, principalement grâce à la détermination du peuple malien, qui est resté fidèle, malgré les épreuves, à ses valeurs de tolérance et de dignité ».

Le Vice-Secrétaire général a toutefois condamné que l'application de l'accord ait été retardée par de récentes offensives, dans lesquelles les mouvements politico-militaires la Plateforme et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) étaient parfois impliquées.

« Les participants à cette réunion ministérielle doivent envoyer un message fort aux parties signataires, surtout aux mouvements politico-militaires. Ceux-ci doivent renoncer à toute action qui violerait l'Accord et le cessez-le-feu. Ils doivent également s'engager à régler leurs différends dans le cadre des mécanismes prévus par l'Accord et à en appliquer les dispositions relatives à la défense et à la sécurité », a dit M. Eliasson.

« Il est tout aussi important que le gouvernement mène à bien les réformes institutionnelles prévues par l'Accord. Cela permettra de renforcer la confiance des parties signataires et des habitants du nord du pays envers le processus de paix », a-t-il ajouté.

Selon le Vice-Secrétaire général, la protection des droits de l'homme et la lutte contre l'impunité sont également essentielles pour rétablir la confiance de la population envers les institutions de l'État. « Il faut aussi que les femmes soient associées le plus possible aux mécanismes de suivi », a-t-il ajouté.

Il a souhaité que les partenaires du Mali qui participeront à la Conférence pour le développement du Mali, qui se tiendra le 22 octobre à Paris sous l'égide de l'Organisation de coopération et de développement économiques, s'engagent à apporter un soutien accru au relèvement et au développement du nord du pays.

« Tous les participants ici présents doivent être à la hauteur des attentes et honorer la confiance que le peuple malien a placée en nous », a conclu M. Eliasson. « Je tiens à vous dire de nouveau que l'Organisation des Nations Unies est déterminée à œuvrer à vos côtés pour rattraper le temps perdu ces derniers mois et progresser dans l'application de l'Accord. Je suis résolument attaché à sa mise en œuvre ».

RÉUNION MINISTÉRIELLE CONSULTATIVE SUR LE PROCESSUS DE PAIX MALIEN EN MARGE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

DISCOURS DU VICE-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU, JAN ELIASSON

Votre Excellence, Monsieur le Ministre des affaires étrangères de la République du Mali, Votre Excellence, Monsieur le Ministre d'État et des affaires étrangères de l'Algérie, Vos Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi de participer à cette réunion consacrée au processus de paix au Mali. La présence d'un nombre aussi important de responsables d'haut niveau témoigne de l'ampleur de l'attachement de la communauté internationale à la paix et la stabilité dans ce pays.

Je peux personnellement témoigner du dévouement du Président Ibrahim Boubacar Keita à la cause de la paix au Mali. Lors de notre dernière rencontre à Johannesburg en juin dernier en marge du Sommet de l'Union africaine, il a promis de tout mettre en œuvre pour encourager l'ensemble des parties, et en particulier la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), à ratifier l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

Je tiens à remercier le Président pour avoir tenu sa promesse et d'avoir pris les mesures de confiance avalisées par le Gouvernement en faveur du retour de la paix au Mali.

Je tiens également à saluer l'engagement historique des mouvements politico-militaires, notamment la CMA et la Plateforme qui, en adhérant à l'Accord pour la paix et la réconciliation, ont ainsi posé les jalons du retour à une paix durable dans les régions du nord.

Cet accord est l'aboutissement d'un long processus. Je peux témoigner de l'engagement constant des acteurs régionaux. En octobre 2012, j'ai présidé, à Bamako, l'une des toutes premières réunions du Groupe de soutien et de suivi sur la situation au Mali, en compagnie de la Présidente de la Commission de l'Union africaine et du Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Le Mali a enregistré des progrès considérables, principalement grâce à la détermination du peuple malien, qui est resté fidèle malgré les épreuves, à ses valeurs de tolérance et de dignité.

Mais n'oublions pas que la paix se construit aussi avec le concours des amis et des voisins.

Je tiens à saluer ici l'engagement indéfectible de mon ami, le Ministre d'État et Ministre des affaires étrangères, Ramtane Lamamra, qui, en sa qualité de représentant du pays qui dirige la médiation, à savoir l'Algérie, n'a ménagé aucun effort pour parvenir à cet accord.

Je tiens également à remercier les autres architectes de l'Accord, notamment l'Union africaine et son représentant spécial pour le Mali et le Sahel, le Président Buyoya, ainsi que les représentants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union européenne.

C'est ce processus qui a abouti à la conclusion de l'Accord; il nous appartient donc collectivement de concourir à sa mise en œuvre intégrale et inclusive.

L'ONU, en particulier la MINUSMA et le Représentant spécial du Secrétaire général, Mongi Hamdi, sont déterminés à continuer à soutenir le processus ayant abouti à l'Accord et ses mécanismes.

Nous condamnons le fait que des offensives récentes, dans lesquelles la Plateforme et la CMA étaient parfois impliquées, aient retardé l'application de l'Accord.



Les participants à cette réunion ministérielle doivent envoyer un message fort aux parties signataires, surtout aux mouvements politico-militaires. Ceux-ci doivent renoncer à toute action qui violerait l'Accord et le cessez-le-feu. Ils doivent également s'engager à régler leurs différends dans le cadre des mécanismes prévus par l'Accord et à en appliquer les dispositions relatives à la défense et à la sécurité.

Il est tout aussi important que le Gouvernement mène à bien les réformes institutionnelles prévues par l'Accord. Cela permettra de renforcer la confiance des parties signataires et des habitants du nord du pays envers le processus de paix.

La protection des droits de l'homme et la lutte contre l'impunité sont également essentielles pour rétablir la confiance de la population envers les institutions de l'État.

Il faut aussi que les femmes soient associées le plus possible aux mécanismes de suivi.

Nous espérons que les partenaires du Mali qui participeront à la Conférence pour le développement du Mali, qui se tiendra le 22 octobre à Paris sous l'égide de l'Organisation de coopération et de développement économiques, s'engageront à apporter un soutien accru au relèvement et au développement du nord du pays.

Je tiens à saluer l'action intense menée par la MINUSMA et l'équipe pays des Nations Unies afin que la population du Mali puisse bénéficier rapidement des dividendes de la paix.

J'insiste souvent sur le fait que la paix et la sécurité sont indissociables du développement et des droits de l'homme. (J'ajouterai l'état de droit aussi.)

Ces trois éléments devront être au cœur de notre action dans les prochains mois; il y va de l'intérêt du peuple malien et de la sous-région.

En effet, la région du Sahel connaît encore de nombreuses difficultés dont les dimensions sont multiples.

Comme vous savez, des centaines de migrants maliens ont trouvé la mort depuis le début de l'année en essayant de trouver refuge sur les rives nord de la Méditerranée.

Nous ne pouvons pas rester indifférents face à cette détresse sachant que les réseaux qui se livrent au trafic de stupéfiants et au trafic d'êtres humains et les groupes terroristes qui opèrent au Sahel sont de plus en plus puissants.

L'ONU continuera d'engager les pays du Sahel afin qu'elles adoptent une stratégie cohérente pour traiter les questions de sécurité et de développement et les questions humanitaires dans la région.

Je tiens à réaffirmer que la MINUSMA continuera à mener à bien son mandat en appuyant la mise en œuvre de l'Accord et continuera à assurer la protection des civils. Je remercie les pays qui fournissent des contingents ou des policiers. Leurs ressortissants exercent leur métier dans des conditions difficiles et mettent leur vie en danger au service de la paix et de la stabilité au Mali.

Je tiens également à saluer l'appui essentiel que les forces françaises de l'opération Barkhane ont apporté à la MINUSMA. Je salue le rôle qu'elles ont joué dans la neutralisation des groupes qui menacent le processus de paix et la stabilité de la région.

Mesdames et Messieurs,
Tous les participants ici présents doivent être à la hauteur des attentes et honorer la confiance que le peuple malien a placée en nous.

Je tiens à réitérer que l'Organisation des Nations Unies est déterminée à œuvrer à vos côtés pour rattraper le temps perdu ces derniers mois et aller de l'avant dans l'application de l'Accord. Je suis résolument attaché à sa mise en œuvre.

Je vous remercie.

MESSAGE DU SECRETAIRE GENERAL A L'OCCASION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA NON-VIOLENCE



En cette année où nous célébrons le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, la Journée internationale de la non-violence revêt une importance particulière.

Tandis que les conflits s'aggravent, que l'heure est à l'extrémisme violent, à l'exode et à l'urgence humanitaire, le courage et la détermination du mahatma Gandhi, dont nous fêtons aujourd'hui l'anniversaire, doivent être pour nous tous une source d'inspiration.

Gandhi a montré qu'on pouvait vaincre l'oppression et la haine par des voies pacifiques. Il a montré comment la coopération et la tolérance pouvaient l'emporter sur l'injustice. Il a montré que, pour briser le cercle vicieux de la vengeance, il fallait que le droit prime.

L'Organisation des Nations Unies prône le règlement pacifique des différends et le respect mutuel entre les cultures, les religions et tout ce qui peut diviser les peuples.

La Décennie internationale du rapprochement des cultures (2013-2022), dont l'initiative revient à l'UNESCO, a donné naissance à une multitude de projets innovants qui montrent que la diversité et le dialogue concourent grandement à la paix.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 récemment adopté peut également ouvrir la voie à une réduction de la violence. Plus le monde sera viable, plus il sera sûr.

En cette Journée internationale de la non-violence, rappelons-nous l'œuvre du mahatma Gandhi, et renouvelons notre engagement en faveur de la non-violence et d'une vie digne pour tous. Ce lundi 5 octobre 2015 a eu lieu la cérémonie de lancement des travaux des locaux de la compagnie territoriale de la gendarmerie de Bandiagara. La cérémonie était présidée par Monsieur SIRIMAN KANOUTE, préfet du cercle, en présence de plusieurs officiels dont le 1er Adjoint du Maire, les notabilités, le Commandant de la compagnie de gendarmerie, la société civile, le Commandant régionale UNPOL par intérim représentant la MINUSMA à Mopti, ainsi que de l'entrepreneur local chargé de l'exécution des travaux.



LA MINUSMA RÉHABILITE LES LOCAUX DE LA COMPAGNIE TERRITORIALE DE LA GENDARMERIE DE BANDIAGARA

La compagnie de Gendarmerie de Bandiagara a pour mission d'assurer la coordination des activités des six Brigades de gendarmerie placées sous ses ordres et situées dans quatre Cercles de la région de Mopti (Bandiagara, Bankass, Douentza, Koro) et compte environs 80 gendarmes.

L'objectif de ce projet initié par la gendarmerie de Mopti et porté par police de la MINUSMA (UNPOL), est d'améliorer les conditions de travail des forces de sécurité maliennes de la Gendarmerie nationale en vue de les permettre de mieux assurer la protection des populations civiles et de leurs biens et d'accroître leur capacités opérationnelles pour un meilleur rendement au bénéfice des populations des cercles concernées.

A la fin de ce projet, prévu pour une durée de 4 mois, l'ensemble des bâtiments (qui abrite les bureaux), les latrines et les logements seront réhabilités. Deux hangars seront également construits pour l'accueil des usagers. Pour ce faire, sont prévus des travaux de maçonnerie, de menuiserie, de peinture ainsi que l'installation des câblages électriques.

Le coût total du projet à impact rapide (QIP), entièrement financé par la MINUSMA à 100 %, est de 20.172.457 FCFA. Au-delà de la réhabilitation des bâtiments, la compagnie de Gendarmerie de Bandiagara sera équipée en mobilier et matériel de bureau (ordinateurs, chaises, tables, imprimantes). Une moto sera également offerte par la Mission de l'ONU au Mali pour faciliter le déplacement des agents.

Cet accompagnement de la MINUSMA, à travers son Programme QIP (projet à impact rapide), aux forces de sécurité

maliennes a été très bien accueilli par les autorités locales présentes lors de la cérémonie de lancement des travaux, surtout que la région est actuellement confrontée à une dégradation de la situation sécuritaire. « Cette compagnie était logée dans le même bâtiment que la brigade dans un bureau très exigu. Nous ne pouvons que nous réjouir de ce projet qui a été financé par la MINUSMA...car sans sécurité il n'y a pas de développement... La MINUSMA est venue pour nous aider, pas pour faire la guerre, et en renforçant nos forces » a déclaré par Monsieur SIRIMAN KANOUTE, préfet du cercle de Bandiagara.

Dans son mot de bienvenue le représentant du Maire, Monsieur Oumar BAH a déclaré que « la MINUSMA est tout pour nous depuis son avènement dans notre cher pays le Mali. Car elle est une Mission de stabilisation, et j'en passe... Aujourd'hui c'est au tour de Bandiagara d'apprécier ses œuvres. La construction de notre compagnie de gendarmerie vient doter notre ville d'un bâtiment approprié pour l'exercice des activités de sécurisation des personnes et de biens. Un souci permanent des hautes autorités de notre pays et de tous les citoyens. Au nom de toute la population j'exprime notre gratitude à l'endroit des Nations unies ».

Enfin pour le représentant des bénéficiaires à savoir le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Bandiagara, le Capitaine KOLLE DOUMBIA « Au nom de mes Chefs hiérarchique et l'ensemble du personnel de la compagnie je vous dis merci. Nos remerciements vont à l'endroit de la MINUSMA. »



GAO : « LE RETOUR À L'ÉCOLE EST LE CHEMIN VERS L'ESPOIR »

UNE RENTRÉE SCOLAIRE TIMIDE...MAIS EFFECTIVE !

A l'occasion de la rentrée scolaire, la division des affaires civiles de la MINUSMA et celle de la communication se sont rendues dans la ville de Gao pour rencontrer les responsables des structures scolaires afin de faire le constat.

La délégation s'est d'abord déplacée à l'Institut de Formation des Maîtres (IFM) où elle s'est entretenue avec le directeur de l'institut, Missilimi Halidou. Ce dernier a d'abord présenté son établissement avant d'évoquer la faible mobilisation des élèves –maîtres et enseignants dans les classes. « On peut dire que la rentrée est effective aujourd'hui. Les enseignants et élèves sont arrivés et nous avons fait le premier cours sur la leçon modèle portant sur l'accord de paix et la réconciliation nationale comme instruit par les plus hautes autorités du pays. Nous avons malheureusement constaté que tous les élèves n'ont pas répondu à l'appel. Nous attendions 167 élève, seuls 44 élèves sont présents et 8 professeurs sur 26. Nous espérons que les autres se présenteront lundi prochain, » a expliqué le directeur de l'IFM M. Missilimi Halidou.

De l'IFM, les officiers civils de la MINUSMA se sont rendus au CAP de la ville de Gao pour s'imprégner de la situation avant d'aller à l'académie pour une situation plus globale. Au CAP comme à l'IFM, le constat est le même. La timide mobilisation tant chez les élèves que les enseignants a été remarquée dans tous les établissements visités par le directeur de cabinet du gouverneur de Gao accompagné d'une forte délégation, comme confié par Zina Coulibaly, directeur adjoint du CAP. « En présence du représentant du gouverneur et du directeur de l'académie, nous avons assisté à une leçon modèle sur l'accord de paix dans une école du château. Nous avons visité plusieurs autres écoles. A l'occasion de cette rentrée scolaire, nous avons invité les directeurs des écoles de la commune de Tilemsi et Anchawadji parce que ça fait trois ans que les écoles de ces communes sont restées fermées. Nous leur avons instruits de nous faire un rapport d'ici 15 jours pour nous dire la situation qui prévaut dans ces localités afin que nous prenions toutes les dispositions requises pour faciliter le fonctionnement des écoles. Avec nos

partenaires, une action est initiée pour réhabiliter certains établissements et procéder à l'ouverture des cantines scolaires. Il faut aussi noter la situation des écoles nomades qui ont été totalement endommagées par les groupes armés et quelquefois les intempéries. Les tables et bancs ont même servi de combustible » a avisé M. Zina Coulibaly, directeur adjoint du CAP de Gao.

Pour M. Abdoulaye Alassane Diakité, Directeur adjoint de l'Académie de Gao « la rentrée n'est pas totale...mais effective ! C'est comme à Bourem où la situation se présente de la même façon qu'à Ansongo. C'est dans les seconds cycles que la mobilisation est très faible avec le retard de la sortie de la décision ministérielle sur l'orientation des élèves. Sinon, la décision ministérielle sur la mutation des enseignants d'une localité à une autre a été déjà faite. L'autre constat est qu'il manque des fournitures scolaires chez les élèves. Pour la forte mobilisation des élèves, nous attendrons lundi avec cette période de fête ».

La timidité de cette rentrée scolaire pourrait s'expliquer en effet par les festivités de la Tabaski qui restent très importantes pour les communautés. Nous sommes encore très loin de ces périodes d'insécurité qui décourageaient les parents à envoyer leurs enfants à l'école. L'autre facteur vient du fait que la rentrée scolaire se fait rarement en milieu de semaine au Mali. Pour Ibrahim Maïga, Censeur et Directeur des études du lycée Yana Maïga, le plus grand lycée de Gao : « les élèves ne sont pas venus en nombre parce qu'ils se disent que la rentrée scolaire ne peut être un jeudi que ça serait juste pour remplir les formalités. Ce lundi, la quasi-totalité des élèves de notre lycée répondront massivement à l'appel et ça sera un bon départ pour l'année scolaire ! »

A Gao, Les autorités politiques et administratives, les organisations nationales et internationales s'investissent intensément pour que la région voit ses enfants retrouver sans inquiétudes le chemin de l'école, Comme pour soutenir cette citation qu'on peut lire sur toutes les grandes artères de la vie de Gao « Le retour à l'école est le chemin vers l'espoir ».

DISSÉMINATION DE L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION : LES LEADERS COMMUNAUTAIRES INVITÉS À JOUER LEUR PARTITION



Selon le sondage d'opinion "Mali-mètre" réalisé par la Fondation Friedrich Ebert et rendu public en juillet 2015, 81 % des maliens ne connaîtraient pas le contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, au niveau des aspects essentiels que sont les questions institutionnelles, de défense et de sécurité ainsi que la réconciliation et la justice. La nécessité et l'urgence de la vulgarisation, dans les milieux respectifs, de ce document de référence pour la paix durable et le développement du Mali se trouvent ainsi posées.

Partant de ce constat la MINUSMA, à travers sa Division des Affaires civiles, et en étroite collaboration avec la Fédération Nationale des Collectifs d'Organisations Féminines (FENACOF), les Ministères en charge de la Réconciliation nationale, de l'Administration territoriale, de la Défense et des anciens combattants ainsi que celui des Affaires étrangères a organisé, le 5 octobre à Bamako, une journée de réflexion sur le renforcement des capacités des responsables d'organisations de la société civile sur le contenu de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

L'activité a rassemblé une quarantaine de femmes et jeunes

leaders ainsi que des autorités religieuses et communautaires, tous issus du mouvement associatif malien. L'objectif de la rencontre est de faire connaître l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali aux associations citées, en vue de les amener à en faire une large diffusion auprès des parties concernées.

A l'ouverture de l'atelier, le Ministre d'Administration territoriale a remercié la MINUSMA pour l'organisation d'une telle session et a souligné l'engagement du Gouvernement à soutenir le processus d'appropriation de l'Accord de paix par les communautés et acteurs de la société civile.

Le ministre de la défense et des anciens combattants, également présent a, quant à lui, souligné le besoin de reconstruire l'armée nationale, en vue d'en faire une armée pour la paix et la réconciliation nationale. Son homologue de l'emploi, de la jeunesse et de la construction citoyenne, dont le département fédère de nombreuses associations de jeunes à travers le Mali a souligné sa disponibilité à soutenir la vulgarisation de l'Accord en vue de son appropriation.

Effange-Mbella, Chef de la Division des affaires civiles de la MINUSMA qui s'exprimait en lieu et place du Représentant spécial adjoint en charge du volet politique de la Mission dira que « nous attendons beaucoup de cet atelier car le noyau de la société civile représenté ici doit faire une planification rigoureuse sur la dissémination de l'Accord ainsi que des ressources et des moyens dont il dispose pour passer à l'action. »

Elle a insisté sur la contribution de la société civile au processus de mise en œuvre de l'Accord et l'a invité de ce fait à « se hisser dans son rôle de premier plan pour sa participation active à sa dissémination et son appropriation par les différentes communautés du Mali ».

Après celui de Bamako, des ateliers similaires seront organisés les 13, 20 et 27 octobre respectivement à Mopti, Tombouctou et Gao. A terme il s'agit d'atteindre une masse critique de 300 personnes qui vont servir de relais à la dissémination et au suivi de la mise en œuvre de l'Accord auprès de toutes les composantes de la population malienne.

L'ÉCOLE FONDAMENTALE DU CAMP MILITAIRE FIRHOUN RÉHABILITÉE GRÂCE À LA MINUSMA



41 millions de francs CFA pour un projet à impact rapide qui redonne le sourire aux élèves de l'Ecole fondamentale Firhoun pour cette nouvelle année scolaire qui démarre dans des bâtiments rénovés grâce à la MINUSMA.

Lorsque l'on évoque la notion de dividendes de la paix, il faut certes y voir la reprise des activités et de la croissance économique mais avant cela, le retour des services sociaux de base, parmi lesquels la santé, l'énergie, l'eau et l'éducation. Dans ce domaine également, la MINUSMA poursuit ses efforts aux côtés des autorités maliennes, afin de favoriser le retour de ces services, pour que les populations perçoivent rapidement toutes les dividendes que la paix a à offrir. La Mission des Nations Unies au Mali a ainsi financé, à travers un projet à impact rapide, la réhabilitation de l'Ecole Firhoun située dans l'enceinte du Camp Militaire Firhoun Ag Alinsar de Gao.

Destiné aux enfants de militaires et autres riverains du camp, cet établissement scolaire rénové sur financement de la Mission onusienne pour plus de 41 millions de FCFA, dispose du premier et second cycle et accueille, pour cette nouvelle année scolaire, plus de 208 élèves, dont les filles en constituent la majorité.

La cérémonie de remise de ces bâtiments, s'est déroulée ce lundi 6 septembre en présence du Directeur de Cabinet et représentant du Gouverneur de la Région de Gao, des représentants de la MINUSMA et de la Force française Barkhane, du Directeur de l'Académie d'Enseignement, de la Directrice du Centre d'Animation Pédagogique et des Officiers militaires des Forces de Défense et de Sécurité du Mali.

Alassane Diallo, représentant le gouverneur de la région de Gao, a loué les efforts que la MINUSMA déploie dans les domaines de l'éducation, de la

paix et de la stabilisation. Il a ainsi déclaré : « ce qui est important c'est le sourire que nous avons vu sur les visages de ces élèves qui vont, dans un bref délai, bénéficier d'infrastructures réhabilitées, commodités et conformes aux normes du savoir ». M. Diallo a enfin exhorté les enseignants à s'engager à l'égard de leur profession et de leurs élèves pour le bonheur de la société ».

Dans son allocution, le commandant de la région militaire, Félix Diallo, est allé dans le même sens : « L'évènement d'aujourd'hui est d'une importance capitale, car il permet l'inauguration de salles réhabilitées en compensation aux salles détruites lors de la crise en 2012. Grâce à elle, notre école est dotée de 9 salles de classes, 81 tables-bancs, 10 kits de lavage des mains et d'une direction pour le second cycle ».

Et la Directrice du Centre d'Animation Pédagogique, Mme Oulematou Maïga, de joindre sa voix à celles de ces prédécesseurs et d'ajouter : « Par cette action, vous venez de nous montrer que loin d'être seulement une mission de paix et de sécurité, la MINUSMA est aussi une mission humanitaire de développement économique et sociale ». Elle n'a pas manqué de souligner que « le premier souci d'un représentant de l'éducation, est de voir les enfants aller à l'école, les édifices scolaire se multiplier, avoir un cadre de paix et de sécurité autour et à l'intérieur du milieu scolaire, voir les enfants apprendre et s'épanouir en toute liberté ».

Entamée en juillet dernier et pilotée par la Coordination Civilo-militaire (CIMIC) de la MINUSMA, la réhabilitation de l'Ecole Firhoun est un véritable symbole : « Cette rénovation qui constitue une étape importante pour la communauté de Gao et la MINUSMA, ne fait que réaffirmer la volonté de la Mission onusienne à accompagner les autorités maliennes vers l'établissement d'une paix durable » a déclaré le colonel Peter Ghansah, commandant du secteur-Est de la MINUSMA. Christian R. Oumet de la Section Stabilisation et Relèvement représentant le Chef de Bureau Régional de la MINUSMA, s'est lui aussi félicité de la réussite de ce projet, tout en indiquant que la MINUSMA a déjà initié et financé plus de 35 projets à impact rapide dans la région de Gao.

L'artiste-musicien mais aussi enseignant de formation, « SBT » a animé la cérémonie avec plusieurs de ses titres, dont certains sur la paix ou encore l'éducation de la jeune fille. Les élèves et les enseignants ont à leur tour esquissé quelques pas de « Takamba » (ndlr : danse traditionnelle du nord).

« THÉ DANS LE GRIN », UNE PLATEFORME RÉGULIÈRE D'ÉCHANGES AVEC LA MINUSMA



Depuis le 13 février 2015, le Bureau de Communication de la MINUSMA à Tombouctou poursuit, à un rythme régulier, l'activité le "Thé dans le grin". Ce projet vise à faciliter la compréhension du mandat de la Mission et de son rôle par les populations des différentes communautés, de la région à travers des échanges conviviaux, autour du traditionnel thé malien.

35 séances de "Thé dans le grin" ont été organisées de février à octobre 2015, dans différents grins des 8 quartiers de Tombouctou et deux grins à Goundam. Deux fois par semaine, une équipe comprenant des éléments des composantes civile et policière de la Mission onusienne va à la rencontre des grins, dans les lieux où ils ont l'habitude de déguster leur thé.

LE « GRIN » LE LIEU DE RENCONTRE PAR EXCELLENCE AU MALI

Au petit soir, les amis se retrouvent pour discuter de l'actualité politique ou sportive, pour jouer aux cartes et autres distractions sociales autour d'un verre de thé. Réunis chez le "chef de grin", en plein

air, les membres d'un même grin peuvent venir d'horizon, de secteurs d'activités et même de classes sociales différentes. Pourtant, on trouve séparément des grins de femmes, d'hommes regroupant jeunes et vieux ainsi que des grins distincts de jeunes. Professionnels, jeunes intellectuels, retraités, femmes de différentes communautés et ethnies peuvent se réunir au bord d'une rue, dans un garage, un atelier de soudure ou à l'entrée d'une maison pour discuter pendant que l'un d'entre eux prépare le thé. Chacun à tour de rôle, émet son point de vue ou partage une information qu'il voudrait confirmer.

C'est ainsi que dans la Cité des 333 Saints, l'initiative des discussions autour du thé, dans le respect de la tradition locale, est devenue une plateforme d'échanges entre le Chef de Bureau de la MINUSMA à Tombouctou et d'autres représentants des Sections substantives comme l'Information Publique, les Affaires Civiles, la Section des Droits de l'homme, les Affaires Judiciaires et Pénitentiaires et inconditionnellement la composante de la Police onusienne (UNPOL), avec les tombouctiennes et les tombouctiens.

« C'est une très bonne initiative qui permet d'instaurer une certaine confiance des populations dans la Mission. Elle donne l'occasion aux citoyens lambda d'exprimer leurs préoccupations et de trouver des réponses aux différentes questions qu'ils se posent. Cette démarche qui prend en compte notre culture des débats autour du thé dans nos grins respectifs contribue à mettre un terme aux rumeurs et zones d'ombres sur le mandat de la MINUSMA », se réjouit Aboubacrine Maiga dit « Adidas », Vice-Président du conseil régional de la jeunesse.

LE RENDEZ-VOUS HEBDOMADAIRE DES TOMBOUCTIENS

Lors de ces causeries, les préoccupations majeures soulevées par les participants portent sur la situation sécuritaire sur l'axe Tombouctou-Goundam, le chômage qui frappe les jeunes, le rôle des Casques bleus dans la stabilisation du Mali, les braquages et pillages dans les villages éloignés, les difficultés des populations à comprendre que la MINUSMA n'a pas un mandat exécutif et que poursuivre les bandits ou combattre le terrorisme ne relèvent pas de ses attributions.

A ce sujet, le mandat de la Mission onusienne au Mali, renouvelé par le Conseil de sécurité sous la résolution 2227 est très clair et ses piliers reposent sur :

- a) La surveillance du Cessez-le-feu
- b) L'appui à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali
- c) Les Bons offices et la réconciliation
- d) La Protection des civils et la Stabilisation
- e) La Promotion et la Protection des droits de l'homme
- f) L'assistance humanitaire et l'implémentation de projets de stabilisation
- h) L'appui à la Sauvegarde du patrimoine culturel

Pour exécuter ce mandat, les composantes de la Force et de la Police (UNPOL) sont des maillons essentiels. Leur présence sur le terrain à travers, entre autres, les patrouilles de courtes et de longues portées, la sécurisation de l'acheminement de l'aide humanitaire occasionne des interactions entre les Casques bleus et les populations. La campagne de

"Thé dans le grin" vient renforcer la compréhension de leur rôle dans le cadre de la protection des civils. Ces derniers se retrouvent aussi au sein des grins et donnent aux citoyens, l'opportunité de les questionner directement et ce, dans leurs milieux.

Le Chef du Bureau de Tombouctou par intérim, Mamane Sani Moussa, explique qu'« Il faut rappeler que la responsabilité de la sécurité sur le territoire malien revient premièrement aux forces de défense nationale. Nous avons un mandat d'appui et nous ne pouvons pas nous substituer à l'autorité d'un pays qui est souverain, et, comme tout autre pays au monde, est appelé à faire face à ses défis, comme la criminalité. Cependant, sur le terrain, nous travaillons bien sûr étroitement avec les autorités maliennes, à travers nos bons offices, pour la prise des mesures nécessaires à la stabilisation et la restauration de l'autorité de l'Etat ».

Par ailleurs, M. Moussa a fait savoir que des réunions régulières sur la sécurité se tiennent avec les autorités de la région. « Nous avons coordonné avec les Forces régionales de la zone de défense numéro 5, les réponses appropriées en vue de sécuriser l'axe Tombouctou-Goundam, les zones des foires et les routes empruntées par les écoliers, en particulier. La MINUSMA joue en rôle d'accompagnement du processus défini par l'Accord de Paix. Seule sa mise en œuvre peut rétablir toutes les conditions favorables à une paix durable et irréversible ».

Une séance dans un grin, au bord d'une rue chez un boucher, a attiré les passants qui garaient leur véhicule pour y participer. Ce qui ressort de ces discussions MINUSMA-Maliens lambda est la question du retour à une paix durable qui leur tient tant à cœur. Ce rendez-vous hebdomadaire qu'est le Thé dans le Grin est justement là pour leur rappeler que tel est le but de l'action de la Mission en contribuant à l'établissement d'un environnement favorable à la stabilité.

« Avec la présence de la MINUSMA, nous avons constaté que la situation a plutôt tendance à s'améliorer. Un grand nombre de nos frères et sœurs réfugiés sont rentrés. Je sais maintenant que la MINUSMA déploie des efforts considérables pour appuyer l'Etat malien et non pas le remplacer », a relevé Moussa Baby, chef du grin visité le 30 septembre dernier.

La campagne se poursuit jusqu'en juin 2016 dans la région de Tombouctou. Les chefs de grin se passent le message et tous attendant, avec impatience, d'être visités.

GAO - LE COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUSMA PATROUILLE SUR LE FLEUVE NIGER



Le commandant de la Force de la MINUSMA, Major-Général Michael A. Lollesgaard, a participé ce jeudi 8 octobre à une patrouille fluviale sur le fleuve Niger. C'est sa toute première visite auprès de l'unité fluviale bangladaise basée dans la région de Gao depuis sa prise de fonctions en avril dernier.

Le Commandant Lollesgaard a assisté à quelques démonstrations, entre autres sur les techniques de libération d'otages et celles visant à sauver une personne ne sachant pas nager. Il a aussi été témoin des soins médicaux dispensés aux populations d'un village situé à quelques kilomètres de la Cité des Askia.

« J'ai l'habitude de visiter toutes les unités aussi souvent que je peux. Cependant, c'est ma toute première visite auprès de l'unité fluviale bangladaise stationnée à Gao, » a déclaré le Commandant de la Force Michael Lollesgaard. « Je suis ici pour me rendre compte du travail de cette unité et surtout leur collaboration avec les autorités locales et les populations. Je suis très satisfait de ce que je viens devoir aujourd'hui. Ils sont très actifs en menant des patrouilles sur le fleuve Niger, mais aussi en organisant des activités civilo-militaires, notamment des soins médicaux dispensés gratuitement aux populations ».

Profitant de sa présence sur le site où les éléments bangladais offraient des soins médicaux à la

population, Michael A. Lollesgaard a lancé un message à toute la population malienne, notamment celle de la région de Gao. « Nous sommes en train de faire tout ce qui est en notre pouvoir et j'espère que nous sommes sur une bonne voie ! J'espère aussi qu'avec la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation, nous allons voir des dividendes de la paix et surtout l'amélioration des conditions de vie des populations ».

La résolution 2227 (2015) adoptée récemment par le Conseil de sécurité a autorisé un nombre minimum de 40 observateurs militaires chargés de surveiller et de superviser le cessez-le-feu au Mali. Major-Général Michael Lollesgaard rassure que ces observateurs militaires seront bientôt déployés surtout le territoire malien. Quant au processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) en cours, il a affirmé que la reconnaissance des sites de cantonnement a déjà commencé du côté de la Plateforme et que les propositions du côté de la Coordination sont attendues prochainement. Ceci fait suite d'une réunion du Comité technique de sécurité (CTS) tenue la semaine dernière à Bamako ; réunion au cours de laquelle ses membres ont discuté des modalités sur les patrouilles mixtes.

Il a enfin parlé d'une réunion organisée ce jeudi à Gao et dont l'objectif est de coordonner les patrouilles mixtes convenues entre les FAMA, la Plateforme et la Coordination.

SOUTIEN DE LA MINUSMA AUX EAUX ET FORÊTS POUR RÉDUIRE INSÉCURITÉ ET BRACONNAGE DES ÉLÉPHANTS DU GOURMA



Du 2 au 5 octobre 2015, la MINUSMA, représentée par l'unité Environnement et Culture, la Section de la Réforme du Secteur de la Sécurité, la Police des Nations Unies (UNPOL) et la Section du Génie Civil, a effectué une mission conjointe avec des représentants de la Direction Nationale des Eaux et Forêts et de l'ONG Wild Foundation, dans le cercle de Douentza. L'objectif de cette mission était d'évaluer les sites des futurs postes forestiers où seront déployés les 50 nouveaux gardes forestiers, récemment formés, dans le but de protéger les éléphants du Gourma contre le braconnage.

Alertée par l'ONG Wild Foundation qui est active dans la protection des éléphants dans la région depuis de nombreuses années, la MINUSMA a ainsi visité les localités de Boni, Mondoro et Hombori où elle a pu s'entretenir avec les autorités locales. « Pour nous, la commune de Mondoro, les éléphants c'est notre première richesse. C'est comme si c'est l'argent de notre poche. Je lance un appel à toute la communauté, les partenaires et les autorités pour nous prêter main forte pour que nous préservions ce patrimoine qui est international » interpelle le Maire de Mondoro, M. Idrissa Ongoiba. Quand on parle d'éléphants d'Afrique, peu savent en effet que le Mali héberge dans le Gourma une espèce unique qui a su s'adapter aux conditions du désert. Malheureusement, les braconniers sévissent également, et malgré la signature du Mali de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la première moitié de l'année 2015 a vu une augmentation importante d'assassinats d'éléphants (57), pour alimenter le

trafic d'ivoire. « De 2007 à aujourd'hui, les éléphants ont été évalués à 344, mais aujourd'hui on ne sait plus combien ils sont » indique le Capitaine Mahamadou Seydou Maiga, chef du cantonnement des Eaux et Forêts de Douentza.

Les gardes forestiers, très peu équipés, sont eux-mêmes des cibles des groupes armés terroristes : « L'unique véhicule que le cantonnement possédait a été attaqué le 1er juillet [2015]. Les agents étaient en mission, le chef de poste de Mondoro même a été tué dans cette mission » selon le Capitaine Mahamadou Seydou Maiga.

Le braconnage alimente l'insécurité dans la région qui affecte directement les populations. Sophie Ravier, chef de l'unité environnement et culture de la MINUSMA estime ainsi que « Le soutien au déploiement de services de l'état, tels que les gardes forestiers, dans cette région, peut à la fois prévenir le braconnage mais aussi améliorer la protection des civils ». La MINUSMA compte aussi renforcer ses échanges sur le sujet avec les forces de défense et sécurité maliennes, afin d'organiser des patrouilles régulières dans les régions de déplacement des éléphants, et d'enquêter sur les auteurs de ces crimes.

Ces actions vont dans le sens de la résolution adoptée le 30 juillet dernier par l'Assemblée Générale des Nations unies sur la surveillance du trafic des espèces sauvages. Cette résolution demande aux États Membres d'ériger en infraction au sens de la CITES dès lors qu'y participent des groupes criminels organisés.

PRIORITÉS DE LA STABILISATION DE LA RÉGION DE TOMBOUCTOU : LE PNUD ET LA MINUSMA FACILITENT LE DIALOGUE

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en partenariat avec la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Banque Islamique de Développement a organisé, le 6 octobre dernier, un atelier de validation des besoins identifiés dans le cadre de la Mission d'Identification et d'Évaluation Conjointe dans le Nord (MIEC/Nord Mali).

Le Gouverneur de la région de Tombouctou, Monsieur Adama KANSAYE, a présidé la cérémonie d'ouverture des travaux, tenue dans la salle de conférence du Conseil Régional. Ont pris part une soixantaine de participants parmi lesquels des élus locaux du cercle de Tombouctou, des représentants des services techniques, partenaires au développement et des représentants de la société civile.

La MIEC vise, d'une part, à évaluer les besoins et les priorités immédiates pour la période transitoire en vue d'appuyer la paix, la stabilité et la mise en œuvre de l'Accord. D'autre part, elle permettra aussi d'identifier les mécanismes de mise en œuvre, les modalités de financement et de contribuer à une stratégie de développement de long terme pour hisser les régions du nord au même niveau que le reste du pays en termes de développement.

« La rencontre ouvre un cadre de dialogue avec les populations pour leur faire le compte rendu du travail qui a été fait, confronter cela avec leur propre point de vue afin de nous assurer que nous sommes sur la bonne voie et que les résultats de notre travail sont en phase avec les aspirations des populations », a révélé Madame Hélène N'Garni Ganga, représentante spéciale résidente de la Banque Africaine de Développement au Mali.

Ce programme fonctionne sur trois axes stratégiques : renforcement de la paix, la stabilité et la résilience sociale; rétablissement des services sociaux et de la gouvernance locale ainsi que la promotion de la reprise économique et des infrastructures. Toute la journée, les participants, répartis en trois groupes de travail, ont travaillé sur ces trois thématiques.

A l'issue des travaux de groupes, les intervenants ont formulé des recommandations et des propositions qui serviront à valider les besoins de relèvement rapide à plusieurs niveaux. « Nous sommes pressés de tourner la page de l'occupation et aussi oublier les affres que nous avons subies pendant cette période. Mais nous ne pouvons la tourner que si nous voyons la réalisation d'actions concrètes dans le sens du développement pour nous aider à oublier hier », a fait remarquer Monsieur Mohamed IBRAHIM,

Président du Conseil Régional de Tombouctou. Les participants souhaitent vivement que cette mission d'évaluation soit la dernière afin de laisser place à la concrétisation de projets de développement répondant aux besoins exprimés. Parmi les recommandations formulées, les participants sont surtout insister sur le renforcement des patrouilles mixtes FAMA-BARKHANE-MINUSMA; la Réouverture de tous les postes de sécurité de la région; le respect du calendrier de la mise en œuvre de l'Accord de paix ; le mise sur pied des activités génératrices de revenus à l'endroit des femmes ; le développement des infrastructures routières; l'identification des sites de cantonnement et la mise en œuvre du processus de démobilisation, désarmement et réintégration des groupes armés ; la réhabilitation et l'équipement de l'hôpital régional de Tombouctou; l'ouverture d'une université à Tombouctou; le renforcement des services sociaux de base dans toute la région.

Pour Yehya H. Konta, Maire de la commune rurale d'Alafia « cet atelier relève d'une importance capitale pour nous, car nous avons dit exactement ce qu'il faut pour nos communautés afin de ramener la paix, relancer les activités économiques et assoir les services sociaux de base ».

La MINUSMA, à travers sa Section de Stabilisation et de Relèvement (SSR), a facilité cette Mission d'Identification et d'Évaluation Conjointe, dans le cadre de son mandat de mobilisation de ressources. « Ces trois axes stratégiques de la MIEC cadrent parfaitement avec trois des cinq axes prioritaires du plan de stabilisation en cours de validation pour la région de Tombouctou », a expliqué Assaïtou Barry, cheffe de la Section Stabilisation et Relèvement dans la région.

Plus loin, elle a souligné que la SSR appuie activement l'articulation du plan régional de stabilisation dans le but de préparer le terrain pour le retour de tous les acteurs humanitaires et d'aider au développement.

Présente dans toutes les régions affectées par la crise au Mali, la Section de Stabilisation et de Relèvement travaille déjà en synergie avec les partenaires internationaux et nationaux pour la tenue d'ateliers similaires à Gao, puis Kidal, les 7 et 8 octobre prochain.

Les résultats obtenus par la Mission d'évaluation dans les différentes régions du Nord seront remis au Comité de Suivi de l'Accord de paix, après consultation avec le gouvernement malien et les bailleurs de fonds.

PARTENARIAT NATIONS UNIES/UNION EUROPÉENNE DES GARDES NATIONAUX FORMÉS À LA PROTECTION DES HAUTES PERSONNALITÉS



Du 31 août au 18 septembre 2015, s'est tenue au centre d'instruction de la Garde Nationale, une formation conjointe UNPOL/MINUSMA-EUCAP, sur la Protection des Hautes Personnalités au profit de 11 militaires de la Garde Nationale.

La Garde Nationale à entre autre pour rôle, d'assurer la protection des dirigeants des institutions de la République du Mali. La formation conjointe UNPOL/EUCAP, doit permettre aux apprenants d'être plus efficaces dans l'accomplissement de cette tâche. Une fois ces connaissances et ces techniques acquises, les sous-officiers bénéficiaires devront les partager avec leurs frères d'armes, chargés de protéger les membres du Gouvernement, le Médiateurs de la République, ou encore le Président de la Cour Constitutionnelle.

La vingtaine, élancée, le regard déterminé, le sergent Safiatou Coulibaly est la seule femme parmi les 11 Gardes Nationaux sélectionnés pour

recevoir cette formation. 19 jours durant, avec ses 10 autres collègues, elle a appris les généralités sur le service de protection rapprochée ; l'étude de la menace, l'analyse du risque et les mesures de sécurité ainsi que la reconnaissance de zones et d'itinéraires. Les gestes qui sauvent ont également été abordés, à travers les premiers soins aux blessés et les techniques de leur évacuation, même en cas de persistance de la menace et en cas d'attaque dirigée sur le VIP (very important personality/très importante personnalité).

Plus spécifiquement, Il s'agit ici du « Secourisme tactique au combat/Traumatologie pré-hospitalière » selon le concept « Tactical Combat Casualty Care (TCCC) ». Complète, la formation aborde aussi les techniques liées à la sécurisation de la résidence d'un VIP, la communication au sein du groupe de protection rapprochée, ainsi que le rôle de l'agent de protection rapprochée. Autant de concepts, de notions et de techniques que Safiatou, affectée à la



garde rapprochée du Premier Ministre, a suivi, avec beaucoup d'attention et qu'elle a parfaitement pu restituer, lors des exercices pratiques donnés par les instructeurs de la MINSUMA et d'EUCAP : « Ce matin on a adopté le dispositif « en diamant » (formation pédestre ndlr). Il se compose de cinq éléments plus le chef d'équipe. Il y avait également une équipe d'avant-garde, qui vient comme précurseur, sécuriser les lieux avant l'arrivée du VIP. Nous avons également vu comment évacuer l'autorité (le VIP ndlr) lors d'une agression ».

Les déplacements en voiture, en avion, en train et en bateau, ou encore les situations spéciales comme au restaurant, au théâtre, dans l'ascenseur, dans les escaliers ou en public, ont aussi fait l'objet de présentations détaillées. Également étudiée, la détection de la surveillance par la contre-surveillance et les différentes manœuvres d'un cortège en embuscade (conduite de sécurité), l'ont été en profondeur. Pour le lieutenant Adama Diakité, cette formation est plus qu'opportune : « cela ne fait que renforcer la capacité opérationnelle de la Garde Nationale et plus particulièrement les miennes, puisque je suis chargé de la sécurisation de la première institution de la République (la présidence ndlr). Je transmettrai donc fidèlement ce que j'ai appris à mes collègues. ».

FORMER : COMMENT ET POUR QUELS RÉSULTATS ?

Etre en capacité de transmettre fidèlement les enseignements reçus aux autres gardes, tel est l'un des principaux résultats attendus de cette formation qui en fait est, une formation des formateurs. Un stage qui a permis aux participants d'apprendre de nouvelles choses et ce, à leur demande. La méthode utilisée étant participative. Dès l'entame de la

session, les formateurs ont fait un état des lieux des connaissances des auditeurs dans le domaine et, ont suscité d'eux qu'ils indiquent les points qu'ils souhaitaient voir approfondis.

A l'issue de ces deux semaines et demie, au moment de remettre officiellement les attestations aux participants, une constante : le sourire sur tous les visages. Les formateurs, les stagiaires mais également les responsables d'EUCAP et de la Police des Nations Unies, à commencer par le Police Commissioner, le Général Abdounasir Awalé qui juge satisfaisante cette collaboration EUCAP/UNPOL qui aura des suites : « C'est une première d'une série de formations conjointes sur l'année 2015. Pour 2016, nous referons une planification conjointe, de façon à faire bénéficier plus de maliens. Nous sommes (UNPOL et EUCAP ndlr) deux acteurs plus ou moins sur le même mandat, avec les mêmes bénéficiaires qui sont les Forces de Défense et de Sécurité du Mali (FDSM), nous avons donc décidé de conjuguer nos efforts, pour donner le meilleur de chacun de nous, afin d'aider les autorités maliennes en matière de sécurité. »

Radieuse, Le sergent Safiatou Coulibaly quant à elle, considère tout simplement que : « ça m'a beaucoup apporté parce que chaque formation est une expérience de plus... ».

Seul ou en partenariat, comme c'est le cas ici, UNPOL poursuit, de façon méthodique et constante, son appui à la reconstruction et au perfectionnement de l'appareil sécuritaire du Mali, au plan matériel, mais aussi et surtout au plan technique. Les formateurs d'UNPOL continuent ainsi à mettre en œuvre le mandat qui leur a été confié par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

LA MINUSMA SÉCURISE LA FOIRE HEBDOMADAIRE DE BANDIAGARA



Le vendredi 09 octobre 2015 une équipe de la Police des Nations unies (UNPOL) de la MINUSMA a conduit une patrouille de longue portée dans le Cercle de Bandiagara à environ 65 km de Mopti, à la foire bihebdomadaire du marché de la ville.

À la fois poumon économique et cadre d'échange social, cette foire, qui se tient tous les lundis et vendredis, réunit plus d'un millier de participants venant des villages des 21 communes que compte le Cercle, mais aussi du Burkina Faso frontalier. Sur place, on trouve des produits agricoles, du bétail et des articles de consommation courante comme du lait ou encore des tissus

La patrouille était composée de trois véhicules blindés (dont deux véhicules tactiques type bastion et un 4x4) à bord desquels se trouvaient deux (02) officiers de Police individuelles et onze (11) éléments de l'unité de police constituée du Togo, basée à Mopti/Sévaré d'où partent les routes de Gao, de Tombouctou, Bamako et du Burkina Faso. Conformément à la résolution 2227, l'objectif de cette patrouille est de contribuer à la protection de populations civiles en appuyant les autorités maliennes pour stabiliser les principales agglomérations.

Après le briefing des éléments des 11 FPU/Togolais par les officiers André Soko et Désiré Irambona, la mission prend la route sur l'axe Sévaré-Bandiagara pour marquer un premier arrêt au Poste de contrôle de Goundaka (à environ 20 km de Sévaré). Là, les UNPOL ont échangé sur la situation sécuritaire de la zone avec les agents des forces de sécurités maliennes présentes au poste.

Arrivée, une heure après, à Bandiagara l'équipe de la Police des Nations unies s'est rendue au Commissariat de police où, elle a, là encore, rencontré le Commissaire pour échanger sur la situation sécuritaire. Le responsable local de la Police malienne s'est montré satisfait de la présence la MINUSMA en vue de contribuer à la sécurisation des populations.

L'équipe a ensuite rendu visite à la préfecture du cercle pour rencontrer M. Ousmane SOW, le sous-préfet et lui expliquer l'objet de la patrouille. « Je pense que c'est une bonne chose que la MINUSMA fasse des patrouilles dans l'arrondissement de Bandiagara. Cela vient en appui à nos forces pour sécuriser toute la circonscription, surtout en ce jour de foire où beaucoup de forains viennent s'approvisionner en produits alimentaires et autres produits de première nécessité. A cette occasion,

la ville est vraiment animée, il est donc bon que les gens se sentent en sécurité. Je pense que cette patrouille contribue largement à cela » nous a confié le Sous-préfet.

Après une visite similaire à la Brigade de gendarmerie de la localité, les Casques bleus se sont rendus au Commissariat de police pour entamer la dernière étape de la patrouille, à savoir la phase pédestre au marché, où se tient ladite foire bihebdomadaire. En effet l'équipe a parcouru le marché sous le regard, visiblement satisfait, des forains, échangeant de temps en temps avec certains commerçants pour leur expliquer l'objet de leur patrouille.

Pour Bocar TOURE, un tailleur de Bandiagara, « Nous avons besoin des forces de la MINUSMA car elles nous aident beaucoup. Quand nous les voyons ici cela nous rassure et nous plaît beaucoup. La MINUSMA est la bienvenue. Nous demandons à la MINUSMA de rester jusqu'à ce que le pays se stabilise. »

C'est vers 14 heures 30, que la patrouille a pris fin sans qu'aucun incident n'ait été signalé. La ville de Bandiagara compte environ 15.000 personnes de plusieurs ethnies vivant ensemble depuis de nombreuses années.

A PROPOS D'UNPOL / MOPTI

La Police des Nations unies a été déployée à Mopti depuis bientôt deux ans. Son effectif est d'environ 160 hommes, comprenant des officiers de police individuelle et des éléments de l'unité de police constituée (FPU) du Togo. Ils sont déployés à Sévaré et Douentza.

UNPOL a effectué environ 4 704 Patrouilles conjointes de sécurisation et de protection des civils dont des patrouilles de courtes et de longues portées et ce, dans les marchés, les foires et sur de grands axes routiers.

Par ailleurs 1.096 éléments des Forces de Sécurité du Mali à Mopti, ont bénéficié de 66 séances de formation sur la Police Judiciaire ; les Renseignements Généraux ; le Terrorisme; le Droit International Humanitaire et les Droits de L'homme; Le Secourisme et les premiers soins; Les Gestes et Techniques Professionnels d'Intervention; les Techniques d'Enquête, l'Ethique et la déontologie, ou encore l'Accueil du public, notamment celui des femmes victimes de violences sexuelles. Des formations correspondent aux besoins de renforcement des capacités des forces de sécurité et aux préoccupations des populations maliennes.



TOMBOUCTOU : UNE PATROUILLE COORDONNÉE GENDARMERIE MALIENNE-MINUSMA POUR SÉCURISER LA FOIRE DE HONDOUBOMO KOINA KOINA



La Gendarmerie Nationale du Mali et la composante Police des Nations Unies (UNPOL) de la MINUSMA, à travers l'Unité de Police Constituée du Nigeria (FPU), ont sécurisé la foire hebdomadaire de Hondoubomo Koina, une des foires les plus fréquentées du cercle de Tombouctou le samedi 10 octobre 2015. Située à 35 Km au Sud-Est de Tombouctou, le village de Hondoubomo Koina compte un peu plus de 3000 habitants, parmi lesquels des Peulhs, des Tamasheqs et des Songhaïs. La foire du samedi est un point de convergence des communautés proches du fleuve Niger, avec celles des Kel Haooussa du désert. Localité stratégique pour le dynamisme des activités commerciales du cercle de Tombouctou, elle réunit des commerçants ambulants venant des localités de Ber, Toya, Hondibomo Koina, Issafaye, Aglal ainsi que les villages voisins.

C'est à 8h45 du matin que la patrouille a quitté la ville de Tombouctou pour se rendre à Hondoubomo Koina. Entouré par le fleuve Niger, en période

d'hivernage, l'accès de la localité est difficile en véhicules. La patrouille a donc dû garer ses voitures derrière le fleuve pour parcourir à pied les deux kilomètres restants.

Le village grouillait de forains venus offrir leurs marchandises aux acheteurs : du bétail, des céréales, des oignons séchés, de l'igname, les dattes, le poisson, la viande, le thé, ou encore du bois. Sous un petit hangar en plein cœur du marché, Mohamed Ag Wikayor discutait avec près d'une dizaine de quinquas et sexagénaires, membres de son grin. C'est avec celui qui, depuis deux ans, assure l'intérim du Chef de village, que la délégation a échangé sur les raisons de sa visite. « En vue de prévenir les attaques sur les forains, en particulier, nous réalisons des patrouilles coordonnées avec la MINUSMA pour dissuader les malfaiteurs », a expliqué Moussa Kourouma, Maréchal des Logis, chef de l'équipe de la Gendarmerie du Mali, déployée pour cette mission.

Pour sa part, l'Officier de Police de la MINUSMA, Davide J. Noilie Segeba, a précisé que cette patrouille entre dans le cadre de la stratégie de sécurisation des populations civiles et permet de faire une évaluation de la situation sur le terrain en vue de mieux répondre aux besoins de protection des civils. Elle a aussi fourni des explications sur le rôle de la Police des Nations Unies dans le rétablissement de l'autorité de l'état et le renforcement des capacités des Forces maliennes de Police.

Le Chef du village, tout en se disant satisfait de la présence des forces de sécurité, a fait remarquer que « le village de Hondoubomo Koina vit paisiblement ». En revanche, il a affirmé être frappé par un surpeuplement et une sous-alimentation, dus à l'insécurité, qui entraîne les habitants des villages voisins à venir s'installer à Hondoubomo Koina.

Plus tard, l'équipe FDSM-UNPOL a fait un détour au Centre de Santé de la zone pour s'imprégner des conditions de travail du personnel médical. « Depuis un mois, nous enregistrons au quotidien des cas de paludisme dont un décès ainsi que des cas de diarrhée et des infections respiratoires aiguës », a expliqué l'Infirmier Idrissa Maiga. Cependant, il a déploré le manque de médicaments, une mobilité très réduite pour se rendre dans les zones nécessiteuses et l'absence d'électricité.

Mohamed Ag N'fa, forain venu de Kabara à Tombouctou, vendeur de thé et de sucre ainsi que Khadidja Walet, vendeuse de poissons, venue de Korioumé, ont tous deux témoigné avoir bravé les routes menant à Hondoubaom Koina avec au ventre, la peur de se faire braquer. « C'est un soulagement de voir la MINUSMA et notre Gendarmerie sillonner la route et le marché. Vraiment, ça me rassure de me sentir protégée des coupeurs de route », a dit

Khadidja, esquissant un petit sourire.

La composante Police de la MINUSMA à Tombouctou privilégie le contact avec les populations locales pour aider la Police malienne au niveau régional à renforcer la protection des civils. « Au cours de ces patrouilles, nous échangeons avec les populations et nous faisons ensuite l'évaluation de la situation sécuritaire », a souligné le Colonel Cherif Sami, Commandant régional de la UNPOL.

Au terme de la mission, Moussa Kourouma, Maréchal des Logis, chef de l'équipe de la Gendarmerie lors de la mission, a déclaré que « l'aspect le plus important pour nous, est de constater que ces patrouilles permettent de restaurer, petit à petit, la confiance entre les Forces de sécurité maliennes et les populations locales ».



DÉSARMEMENT, DÉMOBILISATION ET RÉINSERTION DDR : REPRISE DE LA RECONNAISSANCE DES SITES DE CANTONNEMENT



Dans le cadre des efforts visant à mettre en œuvre l'Accord de Paix, en particulier les actions confiées au Sous-comité du Comité de Suivi de l'Accord (CSA) chargé de la Défense et de la Sécurité, des missions de reconnaissance ont eu lieu dans le Nord du Mali afin de s'assurer que des sites de cantonnement appropriés sont sélectionnés et validés par la CTS (Commission Technique de Sécurité), en vue de regrouper les membres des groupes armés signataires. Par conséquent, du 28 Septembre au 13 Octobre 2015, la section DDR-SSR de la MINUSMA a participé à la reconnaissance de quatre futurs sites de cantonnement dans les régions de Tombouctou et de Gao. Le travail a été organisé par la CTS en coordination avec les représentants de la MINUSMA, de l'UNOPS, du Gouvernement du Mali et de la Plateforme.

Les premiers sites visités se situent dans les régions de Tombouctou et Gao. Dans ces

localités, l'ERS (Equipe de Reconnaissance des Sites) a été guidée sur les lieux identifiés, par les chefs et notabilités des villages ou encore, par les représentants des différentes communautés qui y habitent.

Tous ont exprimé leur satisfaction de voir redémarrer ces missions de reconnaissance de sites de cantonnement, soutenu par la MINUSMA. Ils ont, à l'unanimité, réitéré leur engagement pour la réussite de ce processus qui, de l'avis de chacun, est une étape cruciale pour la stabilisation du Nord du Mali.

« Nous remercions la MINUSMA et ses partenaires pour leur appui à la reprise de ce processus de cantonnement devant mener à celui du Désarmement, de la Démobilisation et à terme de la Réinsertion et/ou de la réintégration des ex-combattants. Nous sommes sûrs qu'il permettra de restaurer la sécurité, gage d'une paix et d'un développement

durables » a déclaré le chef de l'un des villages abritant un site.

Ces opérations de Reconnaissance de sites de cantonnement avaient été recommandées à l'issue d'ateliers tenus en février et Mars 2014. C'est courant avril et mai, de la même année, que les travaux à proprement dits avaient démarrés, brutalement interrompu quelques jours plus tard, suite aux incidents malheureux survenu à Kidal, le 21 Mai 2014.

Ces missions de reconnaissance seront poursuivies sur d'autres sites, avec toutes les parties prenantes, dans l'ensemble des régions du Nord du pays. Les sites de cantonnement retenus seront proposés à la CTS pour validation en vue de leur aménagement par la MINUSMA. Autant que les accords signés, la reprise de ce travail d'identification constitue, pour toutes les parties, une magnifique opportunité d'installer la paix de façon durable.

ENBREF

2 OCTOBRE

CÉRÉMONIE FUNÉRAIRE D'HOMMAGE AU DEUX SOLDATS DÉCÉDÉS DE MALADIES

Ce matin, la Mission rendait hommage au Sergent Suon SAMBO et au soldat de 2ème classe Jérémie NA-ASRA des contingents cambodgien et tchadien de la MINUSMA, décédés de maladie, respectivement le 14 septembre 2015 à Dakar et le 24 septembre 2015 à Bamako.



7 OCTOBRE

TIKEN JAH FAKOLY À MIKADO FM

Tiken Jah Fakoly au studio Mohamed Touré de MIKADO FM pour parler du festival Mandingue dont il est l'initiateur mais aussi de son tout dernier album. Émission spéciale à écouter bientôt sur les ondes de la paix! Un avant-goût à Grand Format à 17H.

Bamako 106.6 FM! Gao, Kidal: 94.0 FM, Tombouctou 92.6, Mopti 91.8 !



COMMUNIQUÉS

24 SEPTEMBRE : SG/SM/17101 FIN DU HADJ - COMMUNIQUÉ DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Fin du hadj: le Secrétaire général déplore la mort de plus de 700 pèlerins du hadj après un incident meurtrier à Mina en Arabie saoudite

La déclaration suivante a été communiquée aujourd'hui par le Porte-parole de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU:

Le Secrétaire général a été profondément attristé d'apprendre que plus de 700 pèlerins du hadj ont trouvé la mort et que de nombreux autres ont été blessés après un incident meurtrier dans la vallée de Mina, en Arabie saoudite. Ce tragique incident est d'autant plus pénible qu'il a eu lieu au premier jour de l'Eïd al-Adha marquant la fin de la saison annuelle du hadj.

Le Secrétaire général présente ses sincères condoléances aux familles des victimes et exprime sa sympathie à tous les gouvernements concernés.

2 OCTOBRE : TROISIÈME RÉUNION DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE SÉCURITÉ (CTS)

La troisième réunion de la Commission Technique de Sécurité (CTS), présidée par le Commandant de la Force de la MINUSMA, le Général Michael Lollesgaard, s'est tenue hier à Bamako avec la participation de tous ses membres. La réunion s'est tenue dans une atmosphère positive et les parties ont montré une forte volonté d'avancer dans le processus de paix.

Lors des échanges, tous les membres ont convenu que la situation sur le terrain durant la semaine passée semblait s'améliorer. Ils ont relevé en particulier que la situation avait été stabilisée à Anéfis. Les représentants des parties ont souligné que dans certaines zones comme à Tombouctou, les tensions étaient principalement causées par des actes de banditisme. Ils ont appelé à la mise en œuvre rapide de patrouilles mixtes.

Au cours de la réunion, le « Mode Opératoire » pour les sites de cantonnement a été approuvé. La réunion a également abouti à une compréhension commune des rôles respectifs des acteurs impliqués dans le processus de cantonnement, conformément aux dispositions de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Par ailleurs, la Coordination des Mouvements de l'Azawad fournira prochainement la liste des 6 sites de cantonnement qu'elle doit soumettre à la CTS. La Plateforme a déjà fourni sa liste de 6 sites à la CTS lors de sa réunion tenue le 17 septembre 2015 et les opérations de reconnaissance de ces sites ont été entamées le 28 septembre.

En outre, les « Termes de Référence » du « Mécanisme Opérationnel de Coordination » (MOC) ont été approuvés, permettant ainsi l'établissement de l'organisme qui se chargera de l'organisation de patrouilles mixtes entre FAMa, la Plateforme et la CMA.

A ce sujet, la CTS a convenu de la nécessité d'établir rapidement les patrouilles mixtes. Cela a été considéré comme une mesure de sécurité importante, mais également comme un bon outil pour renforcer la confiance entre les parties. Par conséquent, une réunion du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) aura lieu à Gao le 8 octobre, durant laquelle les modalités des premières patrouilles seront discutées.

La prochaine réunion de la CTS est prévue les 13 et 14 octobre prochain.

4 OCTOBRE : ARRIVÉE AU MALI DE M. KOEN DAVIDSE, REPRÉSENTANT SPÉCIAL ADJOINT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES AUX AFFAIRES POLITIQUES DE LA MINUSMA

Le nouveau Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies au Mali, M. Koen Davidse, est arrivé le jeudi 1er octobre à Bamako, où il succède à M. Arnaud Akodjènou.

Nommé le 25 août 2015 par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, M. Davidse s'est déclaré honoré d'avoir été désigné à ce poste et de bénéficier de la confiance du Secrétaire général des Nations Unies pour mettre son expérience et son énergie au service de la MINUSMA, en appui aux autorités maliennes.

Avant d'être nommé au Mali, M. Davidse était depuis 2011 Directeur des institutions multilatérales et des droits de l'homme au Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas. Avant cela, il était Directeur de la consolidation de la paix et de la stabilisation au même Ministère, assumant aussi les fonctions d'Envoyé spécial des Pays-Bas au Soudan.

En 2006, M. Davidse était Directeur de recherche du Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur la cohérence à l'échelle du système. Sa carrière de diplomate l'a également mené en Asie du Sud et aux Missions permanentes des Pays-Bas auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et au Siège de l'ONU à New York.

2 OCTOBRE : CONCLUSIONS DE LA RÉUNION CONSULTATIVE MINISTÉRIELLE SUR LE PROCESSUS DE PAIX MALIEN ET SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PAIX

1. Le 1er octobre 2015, les Nations Unies ont tenu, en marge du débat général de la 70ème session de l'Assemblée générale, une réunion ministérielle consultative sur le processus de paix au Mali et sur la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation. La réunion a été ouverte par le Vice-Secrétaire général des Nations Unies, M. Jan Eliasson, et co-présidée ensuite par le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Algérie, M. Ramtane Lamamra, le Ministre des Affaires étrangères du Mali, M. Abdoulaye Diop et le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Hervé Ladsous. L'événement a rassemblé les membres de la médiation internationale – l'Algérie, l'Union africaine, le Burkina Faso, le Tchad, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union européenne, la Mauritanie, le Niger, l'Organisation de la Coopération islamique et les Nations Unies – les membres du Conseil de sécurité ainsi que le Gouvernement du Mali, afin de dresser le bilan des progrès accomplis et des défis à venir entourant la mise en œuvre de l'Accord. Ont également assisté à la réunion en tant qu'observateurs plusieurs pays contributeurs de contingents et d'effectifs de police à la MINUSMA.

2. Les participants ont reconnu que le Mali avait atteint une étape cruciale de son histoire à la suite de la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation par le Gouvernement du Mali et la Plateforme le 15 mai 2015, à Bamako, ainsi que par la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) le 20 juin 2015. Ils ont félicité les parties maliennes, et en particulier le Président Ibrahim Boubacar Keita, pour leur engagement renouvelé en vue de parvenir à une paix durable au Mali. Les participants ont remercié la médiation internationale, notamment l'Algérie, pour son soutien aux pourparlers de paix d'Alger. Ils ont souligné le fait que la signature de l'Accord constituait une première étape vers la restauration de la stabilité et de la sécurité, l'amélioration des conditions de vie des populations et la réconciliation aux niveaux local et national au Mali. Ils ont exprimé leur profonde préoccupation face aux multiples obstacles entravant les progrès dans l'application de l'Accord, en dépit du large soutien dont il fait l'objet au sein de la population.

3. Dans ce contexte, les participants ont condamné les récentes violations de l'Accord et des arrangements de cessez-le-feu par les mouvements politico-militaires signataires et le sont exhortés à mettre pleinement et

sincèrement en œuvre l'Accord. Ils ont également condamné fortement les attaques continues, en particulier de la part de groupes terroristes, contre le personnel humanitaire, les forces de défense et de sécurité maliennes, la MINUSMA et les forces françaises. Ils ont exprimé leur profonde préoccupation quant à l'extension des activités terroristes vers les régions du centre et du sud du Mali.

4. Les participants ont exhorté les mouvements politico-militaires de la Plateforme et de la Coordination à adhérer immédiatement au cessez-le-feu et à exécuter pleinement leurs engagements dans le cadre de l'Accord. Ils ont exhorté la Plateforme et la Coordination à cesser immédiatement les hostilités, à se retirer sur les positions qu'elles occupaient lors de la signature de l'Accord et à coopérer pleinement avec la MINUSMA. Ils ont pris note, dans ce contexte, de la volonté du Conseil de sécurité, dans sa résolution 2227 (2015), de considérer des sanctions ciblées à l'encontre de ceux qui feraient obstruction ou menaceraient la mise en œuvre de l'Accord et violeraient le cessez-le-feu.

5. Les participants ont loué les efforts du Président Ibrahim Boubacar Keita et de son gouvernement pour mettre en œuvre l'Accord et les ont exhorté à maintenir cette dynamique afin de parvenir, avec l'ensemble des parties signataires, à la mise en œuvre intégrale des dispositions de l'Accord. Ils ont demandé à toutes les parties au Mali de coopérer pleinement avec la MINUSMA afin qu'elle puisse s'acquitter de son mandat et pour soutenir, suivre et superviser la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu et des mesures de confiance par les signataires de l'Accord. Les participants ont rappelé que le Conseil de sécurité des Nations Unies, conformément à sa résolution 2227 (2015), a autorisé la MINUSMA à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter de son mandat, dans la limite de ses capacités et de ses zones de déploiement, y compris, en soutien aux autorités maliennes, afin de stabiliser les centres densément peuplés et autres zones où les civils sont en danger, notamment dans le nord du Mali, en vue de dissuader les menaces et prendre des mesures actives pour prévenir le retour d'éléments armés dans ces zones. Ils ont aussi rappelé la demande du Conseil de sécurité adressée au Secrétaire général visant à permettre à la MINUSMA d'atteindre sa pleine capacité opérationnelle sans plus tarder. Ils ont de plus rappelé la demande du Conseil à la MINUSMA d'améliorer davantage son interaction avec les populations civiles, ainsi que sa communication avec les forces de défense et de sécurité maliennes, afin de faire mieux connaître et comprendre son mandat et ses activités.

6. Ils ont aussi appelé les Etats membres et le Secrétariat des Nations unies à continuer de fournir à la MINUSMA le soutien nécessaire à l'exécution efficace de son mandat. Ils ont souligné le besoin urgent de mettre en œuvre les dispositions relatives à la défense et la sécurité, y compris le cantonnement, le désarmement, la démobilisation et la réintégration des groupes armés ; le redéploiement progressif sur tout le territoire national des institutions maliennes de défense et de sécurité reconstituées, et la réforme générale du secteur de la sécurité ; le lancement immédiat de patrouilles conjointes pour renforcer la confiance entre les parties ; et la mise en place intégrale des mécanismes de suivi.

7. Les participants ont souligné le rôle essentiel que le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et la MINUSMA devraient continuer de jouer pour soutenir et superviser l'application de l'Accord par le Gouvernement du Mali, la Plateforme et la Coordination, notamment en assumant un rôle de premier plan dans la coordination de la mise en œuvre de l'Accord, en supervisant le Comité de suivi de l'Accord (CSA), ainsi qu'en assistant les parties maliennes à définir les priorités dans la mise en œuvre de l'Accord.

8. Les participants ont noté l'importance que revêt une large participation au processus de paix et à ses mécanismes de suivi, en particulier de la part des organisations de la société civile, y compris les groupes de femmes et de jeunes ainsi que des chefs traditionnels. Ils ont souhaité que l'ensemble des acteurs concernés puissent participer au processus de paix afin de renforcer son appropriation par la population. Ils ont souligné en particulier le besoin d'assurer une meilleure participation des femmes dans les mécanismes de suivi prévus par l'Accord. Ils ont aussi appelé le Gouvernement du Mali, avec le soutien des partenaires internationaux, à contribuer rapidement à l'instauration d'un climat propice à la réconciliation aux niveaux national et local, y compris par la mise en œuvre de réformes prévues par l'Accord notamment dans les domaines de la décentralisation, de la justice, de l'éducation et de la sécurité. Ils les ont invités également à s'efforcer rapidement de générer des dividendes de la paix aux populations, en particulier dans les régions du nord. Ils ont en outre appelé les autorités maliennes à poursuivre leurs efforts pour lutter contre l'impunité.

9. Enfin, à la lumière des problèmes de sécurité persistants auxquels la région du Sahel fait face, les participants ont noté la nécessité pour les pays de la région, notamment via le Groupe des Cinq pour le Sahel et le processus de Nouakchott sur le renforcement de la coopération en matière de sécurité, de renforcer leur coopération pour combattre les menaces récurrentes dans le Sahel, y compris le terrorisme ainsi que la criminalité transnationale organisée.



**Bamako
106.6**

MIKADO FM

La radio qu'on aime !

Bamako • Gao • Kidal • Mopti • Tombouctou



www.youtube.com/minusma



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



<http://minusma.unmissions.org>



www.facebook.com/minusma

